

LA CROISSANCE N'ASSURE PAS LA HAUSSE DU POUVOIR D'ACHAT

Rémy Prud'homme¹

1^{er} Novembre 2007

Les Français se soucient plus que jamais de leur pouvoir d'achat. Beaucoup d'analystes croient que le pouvoir d'achat augmente aussi vite que le PIB. Il n'en est malheureusement rien. Précisons les concepts. La croissance, c'est la hausse du PIB, qui mesure les biens et services produits et échangés sur un territoire. Le pouvoir d'achat, c'est la quantité de biens et services que les consommateurs peuvent acheter avec les revenus dont ils disposent. PIB et pouvoir d'achat sont des notions cousines, mais pas du tout identiques, et qui n'évoluent pas nécessairement de la même façon. On peut identifier une bonne demi-douzaine de causes de divergence.

Certaines sont bien connues. La première est l'évolution de la population. Le PIB est le fait de tous les habitants. Le pouvoir d'achat s'entend comme le pouvoir d'achat d'un habitant ou d'un ménage : il évolue davantage comme le PIB par habitant que comme le PIB tout court. La seconde est la diversité de l'évolution des indices de prix. La croissance réelle du PIB est calculée au moyen d'un indice (le déflateur du PIB) qui inclut par exemple le prix des biens d'investissement, alors que l'évolution du pouvoir d'achat reflète la structure des dépenses des ménages –qui diffère d'un ménage ou d'un groupe social à un autre, comme l'INSEE l'a bien compris.

Une troisième cause de divergence, ou de divergences au pluriel, déjà un peu moins bien connue, provient de l'évolution de la structure du PIB. Si le poids du capital dans l'économie augmente plus vite que le PIB –ce qui est le cas en France– une part croissante du PIB est allouée à l'investissement, diminuant d'autant ce qui est disponible pour la consommation des ménages. Si les importations augmentent plus vite que les exportations –ce qui est également le cas en France– alors le pouvoir d'achat pourra, toutes choses égales par ailleurs, augmenter plus vite que le PIB, du moins un temps. Enfin, si les revenus du travail ou du capital exportés (les économies des immigrants, ou les dividendes des multinationales implantées

¹ Professeur (émérite), Université Paris XII (prudhomme@univ-paris12.fr)

en France) augmentent plus vite que les revenus du travail ou du capital importés, on aura un autre coin entre évolution du PIB et du pouvoir d'achat.

Une quatrième famille de causes de divergences entre PIB et pouvoir d'achat, peut-être moins connue, tient au rôle de l'Etat. Dans le monde sans Etat de la théorie économique, tout ce qui est échangé contribue et au PIB et au pouvoir d'achat. Dans le monde réel, l'Etat intervient doublement : par ses prélèvements et dépenses (à hauteur de la moitié du PIB), mais aussi par ses prescriptions, interdictions et autres contraintes.

Certaines de ces interventions sont neutres du point de vue de la relation PIB-pouvoir d'achat. C'est le cas des subventions redistributives, comme par exemple les allocations chômage : elles n'ont pas d'impact direct sur le PIB, ni sur le pouvoir d'achat moyen. Ce qui est pris aux uns par les contributions, et qui diminue leur pouvoir d'achat et le PIB, est donné aux autres et augmente leur pouvoir d'achat ainsi que le PIB.

Il n'en va pas de même de beaucoup d'interdictions ou d'injonctions, en matière de sécurité ou d'environnement. Ces contraintes, justifiées ou non, augmentent le prix des biens et services consommés, diminuant ainsi le pouvoir d'achat, mais n'affectent pas le PIB. Cela est assez évident dans le cas d'interdictions « inutiles ». Imaginons une disposition qui n'apporterait aucune utilité à personne, comme par exemple l'obligation de changer tous les ans la couleur des revêtements des immeubles. Elle réduirait le pouvoir d'achat de chacun, mais ne diminuerait nullement le PIB : il y aurait un peu moins de dépenses de nourriture ou de mobilier, mais un peu plus de dépenses de revêtement. Mais cela est également vrai dans le cas de contraintes plus justifiables. Pensons par exemple à l'obligation de faire faire une expertise payante sur la présence de termites, ou d'amiante, dans un immeuble lors d'un achat ; ou aux coûteuses obligations d'isolation supplémentaire des bâtiments imposées par le Grenelle de l'environnement. En principe, le consommateur, en échange de cette diminution de son pouvoir d'achat, réalise un gain égal ou supérieur en termes de sécurité ou d'environnement. Mais ce gain subjectif varie certainement selon les ménages ou les classes de revenus. Surtout, il n'est en pratique pas pris en compte par les ménages dans le calcul de leur « pouvoir d'achat ». Tout cela veut dire que l'augmentation des contraintes contribue à faire diverger PIB et pouvoir d'achat.

On peut —on doit— dire la même chose de la plupart des dépenses publiques qui servent à produire des biens et services généralement gratuits. Ces dépenses n'ont dans la plupart des cas aucun impact sur le PIB, dont la structure se trouve simplement modifiée mais dont le montant reste constant. Mais les impôts qui les financent diminuent le pouvoir d'achat des ménages. En échange, ils ont des services gratuits, qu'ils valorisent plus ou moins, mais qu'ils ne comptent que rarement dans leur « pouvoir d'achat ». Pour prendre un exemple limite, la guerre d'Irak n'a sans doute pas beaucoup d'impact sur le PIB des Etats-Unis (les dépenses considérables qu'elle occasionne bénéficient principalement à des entreprises américaines, et compensent les pertes des entreprises américaines dont les ventes diminuent du fait du prélèvement fiscal correspondant), mais elles en ont certainement un sur le pouvoir d'achat des ménages américains. Cet effet se manifeste, d'une manière certes moins nette, dans le cas des dépenses publiques généralement considérées comme désirables, comme par exemple les dépenses de santé. Même lorsque nous en bénéficions —et *a fortiori* lorsque nous ne sommes pas malades et que nous en bénéficions seulement sous la forme un peu abstraite d'une assurance— nous avons tendance à oublier ces bénéfices lorsque nous parlons et pensons « pouvoir d'achat ». Notre pouvoir d'achat se rapporte à ce que nous payons, pas à ce que nous obtenons gratuitement. Il s'ensuit que l'augmentation de la dépense publique contribue automatiquement au divorce entre la croissance du PIB et l'augmentation du pouvoir d'achat.

Il ne faut donc pas trop s'étonner ni s'indigner de voir le pouvoir d'achat prendre du retard, parfois beaucoup de retard, sur la croissance. Comment alors répondre à la légitime revendication d'augmentation du pouvoir d'achat ? On peut sans doute expliquer que le pouvoir d'achat n'est qu'une partie de notre consommation ; mais cela ne suffira certainement pas . Il faut d'abord assurer une croissance aussi élevée que possible. Il faut également s'efforcer de réduire la divergence entre PIB et pouvoir d'achat, en particulier en examinant bien toutes les décisions et dépenses publiques. Afin d'écartier celles qui procurent peu d'utilité collective pour beaucoup de perte de pouvoir d'achat. On peut se demander si beaucoup des décisions du Grenelle de l'Environnement ne tombent malheureusement pas dans cette catégorie.